

« Il convient de repenser les formes actuelles de la lutte contre l'antisémitisme »

Si l'on peut partager l'inquiétude des personnalités qui viennent de lancer un appel contre « le nouvel antisémitisme » en France, leur texte soulève de nombreuses questions, estime l'historienne Marie-Anne Matard-Bonucci dans une tribune au « Monde ».

LE MONDE | 24.04.2018 à 17h39 | Par Marie-Anne Matard-Bonucci (Professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII,)



Tribune. Dans un texte publié le 22 avril par *Le Parisien*, 300 personnalités dénoncent avec force le « nouvel antisémitisme ». Comment ne pas partager l'inquiétude des auteurs et l'idée selon laquelle « *l'antisémitisme n'est pas l'affaire des Juifs, c'est l'affaire de tous* » ? Comment ne pas constater avec eux la résurgence de l'antisémitisme dans la société française et ses effets mortifères depuis quelques années.

Comment ne pas observer les manifestations de haine antijuive avec l'essor d'un islamisme radical et/ou au nom d'un combat antisioniste ? Comment ne pas admettre la difficulté, dans certains milieux de gauche et d'extrême gauche, à s'emparer de cette question : comme si la pleine intégration des juifs de France (et l'indéniable réussite sociale d'une partie d'entre eux) empêchait de percevoir qu'ils peuvent aussi être des victimes ?

Effet escompté compromis

Toutefois, si le manifeste des 300 pose de vraies questions, formulations et arguments proposés risquent de compromettre l'effet escompté.

En premier lieu, l'expression même de « nouvel antisémitisme » est problématique.

L'antisémitisme diffusé dans le monde arabe et dans certains milieux musulmans de France puise aux sources classiques des « antisémythes » véhiculés, depuis plus de deux siècles par une propagande dont on sait qu'elle a connu, effectivement après 1945, une nouvelle fortune en terre d'Islam, portée par le vent de l'antisionisme et du nationalisme arabe : des *Protocoles des Sages de Sion* à *Mein Kampf* en passant par des caricatures de *La Libre parole illustrée*.

Mettre l'accent sur la nouveauté risque d'une part de minimiser les manifestations passées de cet antisémitisme au Maghreb et au Moyen-Orient, un antisémitisme dont les ingrédients ne sont pas seulement réductibles à une matrice théologique musulmane même si celle-ci, indéniablement est présente.

Faut-il rappeler qu'Edouard Drumont (1844-1917) [auteur du pamphlet antisémite *La France juive*] se fit élire à Alger par un électorat de colons blancs catholiques et que ceux-ci contribuèrent au moins autant que la culture religieuse de l'Islam, à répandre la haine antijuive ? « Vous êtes juif ? Alors vous savez pourquoi je suis là ».

Méconnaissance du fonctionnement de l'Islam

Ces propos d'Amédée Coulibaly [l'auteur de la tuerie], tenus dans l'Hyper Cacher le 9 janvier 2015, supposent bien connues les raisons pour lesquelles on tue des juifs ; il prête à sa future victime un savoir partagé où convergent plusieurs traditions d'antisémitisme : antisémitisme à matrice religieuse radicale qui place les juifs en haut de la liste des ennemis du Jihad, mais aussi un antisémitisme socioculturel qui fait des juifs les symboles même d'un système capitaliste et occidental rendu responsable de tous les maux de l'humanité souffrante.

Par ailleurs, les injonctions de changement adressées dans l'appel des 300 aux musulmans de France en ces termes traduisent une méconnaissance du fonctionnement (polycentrique) de l'Islam et plus largement de l'histoire des religions dont les transformations ne peuvent être portées que par une aspiration venue de l'intérieur. Sans compter avec les accusations de paternalisme, voire de néo-colonialisme que ces propos ne manqueront pas de susciter.

En outre, n'aborder la question, comme le fait le texte, que sous l'angle des versets du Coran serait aussi naïf que de croire que Vatican II – présenté ici de manière assez simpliste – a mis un terme à l'antisémitisme à matrice catholique. Vatican II et les politiques de rapprochement judéocatholiques ont indéniablement joué un rôle important pour combattre les préjugés antijuifs en milieu catholique.

Ceux-ci n'ont pas pour autant disparu au sein de certains milieux d'extrême droite et semblent même connaître un nouvel élan dans certains pays d'Amérique latine sous forme d'un syncrétisme entre accusations religieuses et antisémitisme social. Mis en sourdine par l'extrême droite française – si l'on excepte Alain Soral dont l'audience est toutefois importante –, l'antisémitisme ressurgit avec force au sein d'autres formations européennes de sensibilité analogue, comme l'illustre bien, d'ailleurs, *Le Monde* du 21 avril.

Prophétie autoréalisatrice

Affirmer, à propos des juifs ayant quitté la France ou bien des populations abandonnant la Seine-Saint-Denis qu'une « épuration ethnique » est en cours, même « à bas bruit » est dangereux : aussi caricatural que la dénonciation d'un « racisme d'Etat » en France par

certaines associations antiracistes. Outre que la formulation semble postuler l'existence d'une réalité « ethnique » s'agissant des juifs de France, elle risque, par sa performativité, de se transformer en prophétie autoréalisatrice. Indéniable, le phénomène des départs des populations juives des quartiers en question est encore trop peu étudié pour qu'on puisse le résumer en ces termes.

En définitive, si l'on ne peut que partager les inquiétudes des auteurs de ce texte, il nous rappelle aussi que la lutte contre l'antisémitisme comme le combat contre d'autres formes d'hostilités identitaires ne saurait se résumer à quelques recettes simples. Elle ne peut être menée séparément du combat contre d'autres formes d'hostilités identitaires qui existent dans notre pays : le racisme anti-arabe ou anti-noir, les préjugés contre les musulmans stigmatisés pour leurs pratiques religieuses quand bien même ils ne sont pas solidaires des islamistes, le racisme anti-asiatique ou la « romophobie ».

Sans nier les spécificités de la haine antijuive, ses effets meurtriers et son caractère d'actualité, il convient de repenser les formes actuelles de la lutte contre l'antisémitisme. Celle-ci ne saurait se limiter à l'enseignement de la Shoah. Elle doit passer par la recherche et l'enseignement, par la transmission de connaissances sur l'histoire et les mécanismes des hostilités identitaires de manière générale, et en particulier s'agissant de l'antisémitisme. Elle passe aussi par un enseignement laïque du fait religieux, sans rien taire de ses zones d'ombre.

L'éducation nationale et l'enseignement supérieur ont, en effet, un rôle essentiel à jouer sur ce terrain comme les autres services de l'État en matière de lutte contre les discriminations. Cette action est déjà menée en partie. Il est sûr qu'elle doit être mieux pensée et amplifiée.

Marie-Anne Matard-Bonucci est membre de l'Institut universitaire de France, membre de l'Institut d'histoire du temps présent, chercheuse associée au centre d'histoire de Sciences Po.